

L. Trotsky: La bureaucratie rend une nouvelle révolution inéluctable (page 4)



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

RÉUNION PUBLIQUE
**Vendredi 9 Novembre
A LA MUTUALITÉ**
Retenez cette date
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE
A l'exemple de la grève générale en Tunisie et au Maroc

PAR L'ACTION OUVRIÈRE, **ECHEC A LA PROVOCATION**

Lacoste et ses services spéciaux ont réussi leur coup d'éclat. Le gouvernement à direction socialiste a lavé les outrages et les humiliations subis à la chaîne par l'impérialisme français. La réaction colonialiste payoise, promettant à Mollet une reconnaissance éternelle.

On avait déjà entendu ces cris de triomphe au lendemain de l'arrestation du gouvernement tunisien et après la déposition du Sultan du Maroc et son exil à Madagascar. Lacoste était-il jaloux des lauriers de M. de Hautecloque et du général Guillaume? Passé la petite satisfaction d'amour-propre pour la belle prouesse accomplie à peu de frais, quel fruit l'impérialisme en tirera-t-il?

Aura-t-il donné un coup d'arrêt à la dégradation de ses positions? Aura-t-il renversé le rapport des forces en Algérie en sa faveur?

Les prochains jours, les prochaines semaines fourniront une réponse beaucoup plus éloquente à ces questions que celle que nous pouvons faire. Il n'est que de voir les manifestations qui se déroulent en Tunisie et au Maroc pour comprendre que la provocation de Lacoste-Mollet ne sera pas payante, qu'elle se retournera contre ses auteurs.

Lacoste-Mollet ne voulaient décidément pas qu'ait lieu ce rendez-vous à Tunis entre les représentants des trois pays du Maghreb. Cette rencontre, qui avait pourtant reçu certains encouragements français, risquait de mettre la politique gouvernementale au pied du mur. Cette première manifestation d'unité nord-africaine était de mauvais aloi, le principe impérialiste fondamental demeurant: diviser pour régner.

Les intentions du Sultan et de Bourguiba portaient pourtant d'un bon sentiment. Elles étaient sincèrement d'aplanir les difficultés, de prêcher la modération et la conciliation aux délégués algériens, de faciliter le contact et les tractations avec l'impérialisme. La poursuite de la guerre d'Algérie est un facteur de trouble permanent pour les régimes tunisiens et marocains à la recherche d'un équilibre.

La grande difficulté que nous avons soulignée dès le début de l'insurrection algérienne c'est le caractère essentiellement populaire et prolétarien du nationalisme algérien. Le gouvernement français, même représenté par les socialistes du calibre Guy Mollet, répugne à faire crédit aux porte-parole d'un tel mouvement qui n'offrent pas les garanties sociales requises. D'où l'éternel refrain des « interlocuteurs valables » introuvables.

Le désir du Sultan et de Bourguiba était de tenter de pallier par leur intervention à l'insignifiance de la bourgeoisie algérienne. Au cours des larges sondages effectués par le leader tunisien et le prince Moulay Hassan à Paris, ils reçurent certains encouragements de la droite réactionnaire entre autres, mais on leur fit comprendre dans l'ensemble que l'affaire n'était pas mûre. Poussés par leurs propres impératifs ils tentèrent néanmoins de faire avancer les choses, ce qui ne fut pas prisé par Mollet-Lacoste.

On a eu raison de dire que la situation est entièrement transformée en Afrique du Nord à la suite de la provocation de Noske-Lacoste. Elle s'est transformée aux dépens de l'impérialisme qui se trouve devant le risque réel d'un conflit généralisé.

Militairement, la résistance algérienne n'est pas atteinte par l'arrestation de ces dirigeants. On se rendra compte, avant peu, que sa puissance combative reste intacte et que sa résolution s'est décuplée. La résistance trouvera une riposte adéquate suffisamment spectaculaire. Les cadres essentiels de l'armée de libération sont en Algérie, dirigent les maquis et seront confirmés dans leur opinion que la lutte doit être poussée plus avant. Ils bénéficieront désormais d'un appoint supplémentaire: la solidarité infiniment plus active de leurs frères tunisiens et marocains.

Il est vrai que certains journalistes cherchent à trouver une consolation en constatant que les cinq dirigeants arrêtés forment le noyau le plus dur parmi les représentants algériens à l'étranger. Ces stratèges de salles de rédaction s'imaginent dans leur candeur qu'il sera peut-être plus facile de traiter désormais avec les leaders plus modérés, ex-centralistes ou anciens U.D.M.A. C'est oublier, encore une fois, que la force décisive du mouvement est présente en Algérie et ne se laissera domestiquer par aucun leader prestigieux.

Robert LEBLOND.
(Suite en dernière page.)

VIVE la révolution polonaise

A Varsovie une étape importante de la « deuxième révolution » vient d'être franchie: les hommes de Staline ont été éliminés de la direction malgré la pression exercée grossièrement par les dirigeants du Kremlin qui ont dû retourner la tête basse à Moscou. Une nouvelle direction est installée avec Gomulka, exclu et emprisonné il y a quelques années pour opposition à Staline.

Cette « deuxième révolution » ne met pas en cause la base sociale de la Pologne, la propriété collective et la planification qui en font un Etat ouvrier. Au contraire, le changement a précisément pour but d'écartier une politique qui compromettait cette base sociale parce qu'elle s'exerçait contre les intérêts des ouvriers et des paysans et au profit d'une bureaucratie typifiée par le « groupe de Natolin », ce groupe de « dirigeants ouvriers » vivant dans de luxueuses villas loin de la misère des masses.

Cette « deuxième révolution » se produit avant tout comme un mouvement puissant des masses, dont la grève et le soulèvement de Poznan n'ont été que la manifestation la plus spectaculaire.

Le vote du Comité Central portant Gomulka au pouvoir est le fruit direct de ces événements et le nouveau dirigeant polonais l'a reconnu dans son discours, légitimant la grève et même l'insurrection des travailleurs dans un Etat ouvrier contre un régime de mensonge, contre une direction détachée des masses et opposée à elles.

La « deuxième révolution » n'est pas une contre-révolution, comme essayent encore de l'insinuer les dirigeants du Kremlin dans des articles fielleux de la *Pravda* reproduits avec complaisance par *l'Humanité*. La « deuxième révolution » est une *révolution politique*, préservant la base sociale de l'Etat, et dont l'objectif est la démocratisation de l'Etat et du parti, la gestion et le contrôle de l'Etat et de l'économie par les masses. C'est le véritable retour à Lénine.

Ce n'est pas seulement la Pologne qui se rebelle contre le régime stalinien. Avant Poznan, il y avait eu le 16 juin 1953 en Allemagne orientale, il y avait eu les grèves de Vorkouta et dans tous les camps de travail forcé en Union soviétique, des

Pierre FRANK.
(Suite en dernière page.)

La IV^e INTERNATIONALE progressive

Partout, la crise du stalinisme donne lieu à un renforcement, à une progression de notre mouvement, et cela se traduit plus particulièrement dans sa presse.

L'exemple de « La Vérité des Travailleurs » devenant bi-mensuel n'est pas isolé.

Au cours des six derniers mois, nous pouvons enregistrer les progrès suivants :

1) « Quatrième Internationale », organe central de l'Internationale, augmente sa vente et son tirage. Elle a publié le rapport Krouchtchev dans un numéro spécial qui a connu un grand succès.

2) La « Revista Marxista » latino-américaine, en langue espagnole, stabilise sa parution.

3) « Die Internationale », en langue allemande, et « Worken International Review », en langue anglaise, dont nous saluons la naissance, ont commencé une parution qui, dès le début, s'annonce prometteuse.

4) « Bandiera Rossa », organe de la section italienne, de mensuel, devient bi-mensuel.

Nous sommes heureux de souligner ces progrès. Tous ces organes sont autant d'instruments œuvrant à la rénovation du mouvement ouvrier, apportant constamment aux militants communistes les explications, les analyses, la politique qui peuvent les dégager du marais stalinien et rattacher leur activité de demain à la tradition marxiste révolutionnaire d'Octobre 1917 et du bolchevisme.

(Nous assurons des abonnements et la vente des organes de la IV^e Internationale aux lecteurs qui nous en feraient la demande.)

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

CERCLE

D'ÉTUDES MARXISTES

Le cercle fonctionne régulièrement depuis le 5 octobre. Rappelons que les cours sont divisés en 4 chapitres: Philosophie, Economie, Histoire du mouvement ouvrier, Stratégie du parti révolutionnaire. 3 cours sur la philosophie ont été donnés. Le matérialisme historique, l'histoire du matérialisme des origines au XVIII^e siècle. Le matérialisme au temps de Marx.

Une discussion suit chaque exposé. Un résumé sera publié permettant ainsi à tous nos sympathisants d'approfondir l'étude du marxisme.

Le cercle d'études marxistes a lieu tous les vendredis à 20 h. 30 aux Sociétés Savantes, rue Danton, salle 10. Lecteurs, sympathisants, vous y êtes cordialement invités.

Notez que le vendredi 9 novembre le cercle n'aura pas lieu, exceptionnellement, et que nous nous rendrons tous à la réunion publique: Salle de la Mutualité.

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline, lisez:

Léon TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.) 1.150 fr.

Ma Vie (édition abrégée)..... 250 fr.

Histoire de la Révolution Russe

(2 vol.)..... 1.800 fr.

La Révolution trahie..... 600 fr.

Staline..... 750 fr.

L'AFFAIRE MARTY

d'André MARTY

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu Paris-2^e.

C.C.P. 6965-68 PARIS

La préface des camarades d'« Action Communiste » à l'édition italienne de l'ouvrage d'André Marty: 50 francs.

Emprunt et humour noir

LE MARXISME:

Un professeur dans une école est un travailleur productif, non parce qu'il forme utilement l'esprit de ses élèves, mais parce que, ce faisant, il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, cela ne fait rien à l'affaire, il faut avant tout que le capital rapporte.

...Ce qui caractérise le travail productif c'est de rendre une plus-value.

« La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive, et le transforme ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.

...Comme la dette publique est assise sur le revenu public qui en doit payer les intérêts annuels, le système moderne des impôts est la conséquence forcée des emprunts nationaux. Les emprunts qui permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, amènent à leur suite une élévation des impôts; d'autre part la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées, oblige les gouvernements à recourir à de nouveaux emprunts. Le système fiscal moderne qui repose tout d'abord sur l'impôt des objets de première nécessité et entraîne, par conséquent, la hausse de leur prix, se trouve donc porté par son

mécanisme même à devenir de plus en plus lourd. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe, et elle exerce une action expropriatrice sur le paysan, l'artisan et les autres éléments de la petite classe moyenne. » (Le CAPITAL)

L'HUMOUR NOIR:

Bien qu'au cours de son voyage en U.R.S.S., Vincent Auriol ait dit à Krouchtchev qu'il était le seul socialiste français à avoir lu « Le Capital », on peut supposer que Mollet et Ramadier, qui ont depuis longtemps choisi d'être des ministres de la S.F.I.O., n'ont pu passer leur vie politique sans avoir pris connaissance des très modestes extraits du « Capital » que nous citons plus haut.

Aujourd'hui, tenant pour nuls les votes de neuf millions d'électeurs communistes et socialistes, Mollet et Ramadier gèrent loyalement les intérêts du capitalisme. Ils ont envoyé un demi-million de jeunes Français en Afrique du Nord, ils se sont livrés à d'odieuses et onéreuses provocations contre les peuples égyptien et cypriot, et maintenant ils ramassent l'argent pour payer la note. Ils sont très fermes à l'égard des fonctionnaires mais, à grand renfort de propagande ils ont lancé un emprunt sensationnel.

Ces « socialistes », qui renient même la grotesque parodie d'échelle mobile des « 213 articles », ont créé une très réelle échelle mobile des capitaux par l'indexation sur les valeurs cotées en bourse. Par l'exonération des sommes souscrites ils ont encore retiré au domaine de l'impôt une part importante de la richesse capitaliste. Aussi a-t-on pu voir Thomson-Houston, un des plus puissants trusts de France, souscrire pour près d'un milliard. Au moment où beaucoup de valeurs boursières, qui sont garanties par l'exploitation des peuples coloniaux voient leur avenir assombri par l'extension de la révolution coloniale, quelle aubaine!

Mollet et Ramadier ont gagné de quoi payer dix mois de guerre contre-révolutionnaire.

Mais l'an prochain il y aura déjà 16 milliards d'intérêts à payer... Et ces 16 milliards on ne les trouvera pas, comme pour d'autres emprunts, dans la plus-value produite par l'exploitation d'un charbonnage, d'une centrale électrique, d'un réseau ferroviaire...

Les « socialistes » Mollet et Ramadier ont allègrement prolongé l'humour du vieux Marx: « Qu'il soit placé dans une fabrique de leçons, une fabrique de saucissons ou une fabrique de villages incendiés et de jeunesse fauchée, il faut avant tout que le capital rapporte. »

Même si la révolution algérienne était écrasée, il faudrait investir de nouveaux capitaux pour retrouver une plus-value.

Pour payer les intérêts de l'emprunt — ne parlons même pas du remboursement du capital! — il faudra chercher ailleurs. Dans une surexploitation des travailleurs par exemple. Dans une augmentation des taxes sur les produits de première nécessité, dans la multiplication des impôts. Puisque la référence à l'index boursier met les porteurs de coupons à l'abri de l'inflation — à condition qu'elle soit contrôlée.

Si les dirigeants de la S.F.I.O. ont depuis longtemps donné leur mesure dans l'exercice de ces pousseries, que dire de l'humour noir de la direction du P.C.F. qui soutient Mollet pour « la partie sociale de son action », pour éviter qu'il ne soit « tiré vers la droite »?

Et qui enchaîne les neuf millions d'électeurs ouvriers derrière une politique dont Pinay et Laniel eux-mêmes n'osaient rêver...

C. LAUJEN.

LES DOUZE PAGES AU PLUS VITE

Nous sommes de plus en plus à l'étroit dans nos huit pages. A chaque numéro nous nous trouvons devant des problèmes insolubles: faut-il sacrifier tel article sur la déstalinisation et la nouvelle révolution à l'ordre du jour en Pologne et en Hongrie? Tel article sur les luttes ouvrières et les problèmes syndicaux? Tel article sur les jeunes soldats et la jeunesse? Ou tel autre sur le développement de la révolution algérienne et la situation du Maghreb? Choix délicat, déchirant!

Chaque fois nous avons des articles en surnombre et une partie de la copie reste sur le marbre. C'est ainsi que dans notre dernier numéro des articles sur l'Algérie, le Maroc et la Tunisie n'ont pu trouver place.

Cette fois encore des articles sur la situation française, le gouvernement de Front Populaire et l'Afrique du Nord sont restés en souffrance.

IL NOUS FAUT AU PLUS VITE PASSER AUX DOUZE PAGES, pour pouvoir donner une réponse trotskyste à une actualité plus riche que jamais. L'aide de nos lecteurs et sympathisants doit nous permettre d'atteindre rapidement cette nouvelle étape. Pratiquement, il nous faut une entrée supplémentaire de 50.000 francs par mois. En dépit des temps difficiles un petit sacrifice de chacun suffira pour atteindre cette somme.

Aussi nous renouvelons notre appel:

SOUSCRIVEZ, ABONNEZ-VOUS, FAITES LIRE NOTRE JOURNAL.

SOUSCRIPTION

Soutien de « La Vérité des Travailleurs »

Lanc.	5.000
Franc.	1.000
Fern.	1.000
Frér.	1.500
Arb.	500
Ric.	500
Un sympath.	1.000
Ren.	1.500
Len.	800
Duval	1.000
Rog.	2.000
Total.	15.800
Total précédent	52.450
Total général.	68.250

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68, Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

Lettre aux Partis socialiste et communiste,
à toutes les organisations ouvrières et démocratiques

Pour une commission d'enquête sur les tortures en Algérie

Camarades,

Malgré les dénégations de Guy Mollet et de Robert Lacoste, toute l'opinion continue d'être alertée par les révélations qui ont été faites dans la presse sur les tortures dont ont été victimes, entre autres, les militants du Parti Communiste Algérien.

Les « démentis » apportés par les policiers algériens eux-mêmes sont une odieuse tentative de masquer les atroces méthodes qu'ils utilisent contre tous les opposants à la guerre d'oppression impérialiste menée en Algérie. Les déclarations des avocats de leurs victimes en sont la réfutation la plus claire.

Qu'une délégation parlementaire se rende en Algérie pour enquêter à ce sujet ne peut suffire aux travailleurs français dont vous êtes les représentants. Les crimes qui se commettent en Algérie et qui révoltent la conscience ouvrière doivent être dénoncés en son nom par ses organisations, démasqués par elles et interdits à jamais par l'action des travailleurs de France à leur appel.

Quelles que soient les divergences des organisations de la classe ouvrière, elles ne peuvent pas ne pas se mettre d'accord pour organiser le barrage immédiat aux crimes des tortionnaires de l'impérialisme français en Algérie. Ne pas le faire immédiatement serait encourir une lourde responsabilité, non seulement devant le peuple algérien qui est actuellement victime de cette répression sauvage, mais devant le prolétariat français contre lequel les policiers pourraient un jour exercer les méthodes de torture qu'ils mettent actuellement au point en Algérie.

Le premier pas d'une action commune des organisations de la classe ouvrière contre cette répression pourrait être la demande formulée en commun par elles, de l'envoi d'une Commission d'Enquête Ouvrière en Algérie.

Quelle que soit la réponse du gouvernement, les organisations ouvrières disposent de moyens d'investigation suffisants pour pouvoir mener une enquête approfondie, grâce au concours de milliers de témoins oculaires qui répondront spontanément à un appel lancé par vos organisations.

Cette initiative sera un moyen efficace de promouvoir dans la classe ouvrière une énergique campagne, qui, en s'appuyant sur le dégoût éprouvé par les travailleurs contre cette guerre, s'exprimerait par de puissantes manifestations unies contre les atrocités commises en Algérie, pour la cessation de la guerre dont elles ne sont que la conséquence logique.

C'est pourquoi nous vous adressons un pressant appel en vue de constituer, en commun, avec les autres organisations de la classe ouvrière, une commission d'enquête ouvrière sur les tortures et les camps de concentration en Algérie.

Dans l'espoir que notre appel sera entendu, recevez camarades, nos salutations communistes internationalistes.

Le Bureau Politique du P.C.I.

Section Française de la IV^e Internationale.

Paris, le 22 octobre 1956.

A TRAVERS L'ALGÉRIE CONCENTRATIONNAIRE

(article paru dans L'Ouvrier Algérien, organe de l'Union Générale des Travailleurs Algériens)

LES camps de concentration appelés pudiquement « Centre d'hébergement » ont commencé à faire leur apparition officielle sur le territoire algérien. C'est d'abord Guelt-Stal, Chellal, Ain-Hamara, Magenta Aflou, Bossuet, Djorf puis Berrouaghia, Lodi et tout dernièrement St-Leu à 35 kms d'Oran. Le règne de « l'intellectuel » Soustelle a été fructueux dans ce domaine et le « Camarade » syndicaliste R. Lacoste, ministre résidant socialiste en Algérie a allongé la liste sinistre. Et pourtant, ni la loi sur l'état d'urgence, ni les pleins pouvoirs accordés à l'actuel gouverneur n'autorisaient les autorités diverses à interner de Algériens et ce dans de véritables camps de concentration.

Mais ni la loi ni la justice la plus élémentaire n'ont été et ne sont respectées. Les Algériens sont perquisitionnés de jour et de nuit, sans aucun mandat de perquisition; ils sont arrêtés sans aucun papier ni administratif, ni judiciaire; ils sont arrachés brutalement à leur famille, à leur travail, jetés dans les « paniers à salade » de la police ou de la gendarmerie, jetés dans les geôles de quelque commissariat pour être dirigés ensuite sur les « Centres d'hébergement ». On ne leur donne même pas le temps de prendre quelques affaires, d'aviser leur famille, de fermer même leur magasin. La correction n'est pas un article pour les Arabes, « ce sont des êtres inférieurs qui ne comprennent rien aux pratiques civilisées ».

Et c'est ainsi qu'on voit dans ces camps, parqués par centaines, des gens de tous âges et de toutes conditions sociales; il y a des vieux en grand nombre, rescapés de quelque ratisage, des aveugles, des fous, des invalides de guerre, des officiers titulaires de la Légion d'Honneur à titre militaire, des magistrats aux cheveux blancs, des Imams, des professeurs d'arabe dont les écoles ont été occupées par l'armée, des instituteurs, des médecins, pharmaciens, dentistes, etc. Comme il n'y a pas de camps pour les femmes, du moins pour le moment, nos sœurs sont exilées du sol natal sans moyens d'existence et dans les conditions les plus aléatoires.

L'administration prétend qu'il n'y a pas de camps de concentration, mais des centres d'hébergement, alors pourquoi ces murailles et ces barbelés? Pourquoi ce commandement et cette garde militaire? Pourquoi les « assignés à résidence » ne peuvent-ils circuler librement dans leur lieu de résidence? Pourquoi les rassemblements quotidiens, les appels nominaux, les fouilles répétées.

L'administration ose prétendre qu'il n'y a pas d'internés, mais des « assignés à résidence », alors pourquoi ces clôtures? Pourquoi cette surveillance militaire? Cette direction du camp, cette discipline, la censure des correspondances, l'interdiction en fait des visites. Quand on est assi-

gné à résidence dans une localité la légalité et la morale postulent qu'on peut régler sa vie librement dans les limites de cette localité. Il n'est même pas fait mention dans les arrêtés d'assignation à résidence d'un quelconque centre d'hébergement. D'ailleurs les plaintes pour séquestration par l'armée déposées par les internés n'ont jamais été instruites par les parquets.

Il paraît même et les officiels le proclament publiquement que toutes ces précautions (clôture, garde...) ne sont destinées qu'à protéger les internés et à assurer leur sécurité. Les internés sont en quelque sorte « sédentarisés » et « quadrillés », mais s'il arrive que d'aucuns parmi eux, comme le frère Bouhafs de Nédroma, sont extraits du camp et exécutés, un attaché de préfecture viendra vous expliquer par A-B qu'ils avaient tenté de s'enfuir comme le D^r Benzerjeb. Et cet autoritaire fonctionnaire vous menacera de toutes les foudres si vous ne couchez pas votre bouche.

A Djorf c'est 2 à 3 rassemblements généraux par jour avec des stations très longues sous toutes les températures et les détenus, c'est le cas de le dire, sont injuriés, brutalisés et astreints à des corvées les plus pénibles, un imam âgé de plus de 70 ans est contraint de prendre la brouette pour ramasser les ordures, un bachadel (juge suppléant) aux cheveux blancs est giflé et battu par le policier de service pour avoir cacheté une lettre adressée au Procureur Général au lieu de la remettre non cachetée (et pourtant même les condamnés de droit commun ont le droit d'écrire à leur défenseur sans faire passer la lettre par la censure). Il faut croire qu'on a moins de droits qu'un condamné.

A Berrouaghia la pratique des appels nominaux est des plus pénibles car, vu le grand nombre de détenus, le stationnement dure plus de trois heures, à telle enseigne que les victimes ont dû plusieurs fois refuser de répondre à l'appel de leur nom. Naturellement cette manifestation de protestation est sanctionnée par le blocage du courrier, la suppression des visites et de la presse et autres mesquineries.

A St-Leu c'est le commandant militaire détaché du « Bureau psychologique », qui veut astreindre les internés à une discipline militaire, à des fouilles de jour et de nuit et au salut au drapeau. Et devant le refus plein de courage et de dignité des 700 internés, contraints à faire la grève de la faim, notre « valeureux » commandant lance ses commandos qui cognent et frappent indistinctement jeunes et vieux. Et le camarade socialiste Lambert, préfet d'Oran, vient menacer de mort les délégués du camp, porteurs d'une pétition signée par tous les internés et les condamne finalement à 15 jours de cellule qu'ils doivent purger dans une prison d'Oran avant d'être dirigés, par mesure disciplinaire, sur le camp de Bossuet. Notre camarade Idir Aissat, secrétaire de l'U.G.T.A., a été triplement victime, il a été assommé par le lieutenant de la garde du camp, puni de cellule et transféré à Bossuet.

A Aflou où la tranquillité n'a cessé de régner, c'est le même Commandant qui s'est illustré pitoyablement à Saint-Leu qui fait encore des siennes et veut « montrer le nord » à nos frères. En effet, aussitôt parachuté le 29 août, il fait brillamment montre de ses capacités psychologiques. Des barbelés barreront l'allée qui mène à ses bureaux, le couvre-feu est instauré et le salut militaire sera exigé.

Il y a des camps qui disent leur nom, même si on les appelle « Centres d'hébergement » et comment doit-on dénommer les camps non officiels d'El Maida près de Kerrata, de Sougouï près de Berrouaghia et combien d'autres où nos frères sont entassés dans les conditions les plus inhumaines où on leur fait subir toutes sortes de tortures. Ceux-là la Commission de la Croix-Rouge Internationale ne les visitera pas, car officiellement ils n'existent pas et leur accès n'est autorisé à personne. Et le français David Rousset, le pourfendeur du régime concentrationnaire ferait mieux de jeter un regard de ce côté de la Méditerranée au lieu de se tourner uniquement vers les démocraties populaires.

Il y a beaucoup de crimes à dénoncer, ceux des camps de concentration ne sont pas les moindres, l'opinion publique doit être éclairée, afin que personne ne puisse dire: « Je n'étais pas au courant ». Il faut supprimer les camps de concentration, ces monstrueuses survivances du régime hitlérien, il faut lutter pour faire libérer les internés politiques, les rendre à leur famille et à leur travail. Ce sera une mesure de justice élémentaire qui contribuera à inaugurer, s'il en est encore temps, des lendemains d'amitié entre les peuples français et algériens.

L. Trotsky :

La bureaucratie rend une nouvelle révolution inéluctable (1)

DANS les premiers temps du régime soviétique, le parti servit de contrepoids à la bureaucratie. Elle administrait l'État, le parti la contrôlait. Veillant avec zèle à ce que l'inégalité ne passât point les limites du nécessaire, le parti était toujours en lutte ouverte ou voilée avec la bureaucratie. Le rôle historique de la fraction stalinienne fut de faire cesser cette dualité en subordonnant le parti à ses propres bureaux et en faisant fusionner les bureaux du parti et de l'État. Ainsi s'est créé le régime totalitaire actuel. La victoire de Staline se trouva assurée du fait du service définitif qu'il rendait à la bureaucratie.

Au cours des dix premières années, l'opposition de gauche eut en vue la conquête idéologique du parti sans entrer, contre lui, dans la voie de la conquête du pouvoir. Le mot d'ordre était, Réforme et non révolution. Dès alors, cependant, la bureaucratie était prête à n'importe quel coup d'État pour se défendre contre une réforme démocratique. Quand en 1927, le conflit devint aigu, Staline se tourna au comité central, vers l'opposition, s'écria : « Ces cadres, vous ne les évoulez que par la guerre civile ! » Les défaites du prolétariat européen ont fait de cette menace une réalité historique. Le chemin de la réforme est devenu celui d'une révolution.

Les incessantes épurations du parti et des organisations soviétiques ont pour objet d'empêcher le mécontentement des masses de trouver une expression politique nette. Mais les répressions ne tuent pas la pensée, elles ne font que la refouler. Communistes et sans parti ont deux convictions : l'officielle et la secrète. La délation et l'inquisition doivent la société. La bureaucratie qualifie invariablement ses adversaires d'ennemis du socialisme. Usant de faux judiciaires au point que c'est entré dans les mœurs elle extorque à des accusés, sous menace de mort, des aveux qu'elle leur dicte elle-même et dont elle se sert ensuite pour accuser de plus fermes...

Réfléchissant au dépérissement de l'État, Lénine écrivait que l'accoutumance à l'observation des règles de la communauté est susceptible d'écartier toute nécessité de contrainte « si rien ne suscite l'indignation, la protestation et la révolte et n'appelle ainsi la répres-

sion ». Tout est dans ce si. Le régime actuel de l'U.R.S.S. suscite à chaque pas des protestations d'autant plus douloureuses qu'elles sont étouffées. La bureaucratie n'est pas seulement un appareil de contrainte, c'est encore une cause permanente de provocation. L'existence même d'une caste de maîtres avide, menteuse et cynique ne peut pas ne pas susciter une révolte cachée. L'amélioration de la situation des ouvriers ne les réconcilie pas avec le pouvoir; loin de là, elle prépare, en élevant leur dignité et en ouvrant leur pensée aux questions de politique générale, leur conflit avec les dirigeants.

Les « chefs » inamovibles se plaisent à répéter qu'il est nécessaire d'« apprendre », de s'« assimiler la technique », de « se cultiver » et autres belles choses. Mais les maîtres eux-mêmes sont ignorants, peu cultivés, n'apprennent rien sérieusement, demeurent grossiers et déloyaux. Leur prétention à la tutelle totale de la société, qu'il s'agisse de commander les gérants de coopératives ou les compositeurs de musique en devient intolérable. La population ne pourra accéder à une culture plus haute sans secouer son humiliant assujétissement à cette caste d'usurpateurs.

EN promulguant la nouvelle constitution, la bureaucratie montre qu'elle flaire le danger et entend y parer. Mais il est plus d'une fois arrivé que la dictature bureaucratique, cherchant le salut dans des réformes à prétentions « libérales », n'ait fait que s'affaiblir. Révélant le bonapartisme, la nouvelle constitution offre en même temps une tranchée à demi-légale pour le combattre. La rivalité électorale des cliques peut être le point de départ de luttes politiques. L'aiguillon dirigé contre les « organes du pouvoir fonctionnant mal » peut devenir un aiguillon contre le bonapartisme. Tous les indices nous portent à croire que les événements amèneront infailliblement un conflit entre les forces populaires accrues par le développement de la culture et l'oligarchie bureaucratique. Cette crise ne comporte pas de solution pacifique. On n'a jamais vu le diable se rogner lui-même les griffes avec bonne volonté. La bureaucratie soviétique n'abandonnera pas ses positions sans combat; le pays s'achemine manifestement vers une révolution.

(1) Extraits de « La Révolution trahie ».

(A suivre.)

Les revendications des masses so

Les premières manifestations de « dégel » étaient apparues en U.R.S.S. peu après la mort de Staline. A présent, ce sont dans les « démocraties populaires » que les événements sont le plus spectaculaires. Mais une des causes les plus importantes des manœuvres de la direction post-stalinienne en U.R.S.S., c'est la pression exercée par la population soviétique elle-même; c'est à celle-ci que fut livrée au XX^e Congrès la mémoire de Staline. Pour le moment, en U.R.S.S., cette pression des masses n'a pas pris de formes aiguës. Il est toutefois important de savoir à quoi aspirent les masses soviétiques.

Dans le journal anglais « Observer », un étudiant anglais parlant le russe, qui avait autrefois étudié en U.R.S.S., après un nouveau séjour dans ce pays, a exposé ses impressions dans une série d'articles fort intéressants. Voici, entre autres, ce qu'il déclare être les principales revendications de la jeunesse, revendications qui ne sont pas exposées collectivement, mais que l'on trouve fort répandues :

1) Un salaire décent. Les salaires suffisent à peine pour la nourriture et le loyer. Les marchandises coûtent trop cher pour l'ouvrier moyen.

2) La liberté d'expression. L'un de ses interlocuteurs lui dit,

« Maintenant nous sommes autorisés à critiquer tel fonctionnaire ou tel ministre. Nous voulons avoir la possibilité de critiquer les politiques suivies et pas seulement l'administration. »

3) Un autre interlocuteur lui déclara,

« Nous devrions avoir une véritable démocratie ouvrière. Les travailleurs devraient être libres de former leurs propres organisations politiques. Par exemple, les paysans, ce sont des travailleurs qui ont leurs intérêts particuliers. Ils devaient pouvoir former leur propre parti pour défendre leurs intérêts. »

Il précisa dans la conversation qu'il ne devrait pas y avoir de partis de « non travailleurs ».

4) Des élections libres.

« Nous avons besoin d'avoir plus d'un candidat par circonscription. Nous voulons pouvoir choisir. Chaque groupe d'ouvriers devrait pouvoir présenter ses propres candidats. Ceux qui auraient la majorité gouverneraient. »

5) Une extension des fonctions et pouvoirs du Soviet Suprême.

« La direction collective, c'est bien, mais ce n'est pas assez. Elle ne doit pas être limitée à un petit groupe de dirigeants ou au Comité Central d'un seul parti. Elle doit être étendue au Soviet Suprême, travaillant au moyen de comités spécialisés siégeant en permanence. »

6) Un commerce libre avec les autres pays, pour « pouvoir acheter dans nos magasins toutes sortes de marchandises étrangères qui ne sont pas disponibles à présent ».

7) Supprimer les « inégalités d'avancement », résultant des origines nationales ou du statut social des parents. Dans les dernières années du règne de Staline, il y avait des possibilités moindres pour certains peuples, par exemple cer-

tains peuples caucasiens ou les Juifs. En outre, les enfants de gens haut placés jouissent d'avantages particuliers.

8) Le gouvernement soviétique doit se rappeler ses origines révolutionnaires et s'identifier avec le peuple.

« Il nous semble que des membres d'un gouvernement ouvrier ne devraient pas vivre dans un quartier spécial, dans des villas luxueuses fortement gardées. Ils devraient vivre dans le peuple et rester constamment en contact avec lui... Ce que nous pensons des membres du gouvernement?... Nous ne les connaissons pas. Ils passent dans leurs voitures... La police ouvre la route. Tout le trafic est arrêté. Puis ils disparaissent. »

L'auteur des articles ayant objecté que Khrouchtchev paraissait faire des discours au peuple, qu'il avait circulé dans la rue avec Tito..., il lui fut répondu,

« Il fait beaucoup de discours, mais seul un public sélectionné, surtout des membres du parti, peut le voir de près et lui parler. Quant au grand public, il ne peut le voir que de loin dans un grand meeting ou dans un stade, mais jamais de près... Ce qui se passa [lors de la visite de Tito] fut soigneusement préparé... Pendant tout le temps, ils furent complètement entourés de leurs gardes en civil. »

9) Un jeune instituteur d'origine paysanne déclara :

« Si je pouvais, je proposerais l'abolition du

Réunion publique

Développements de la révolution politique

Les communistes polonais prennent leur indépendance envers le Kremlin, tout comme les Yougoslaves en 1948, mais avec des différences importantes. L'attaque contre la direction yougoslave avait été préparée par Staline dans les sommets, silencieusement. Elle fut déclenchée soudainement, à la surprise des masses yougoslaves et des communistes dans le monde entier. Pour résister à cette agression, la direction yougoslave fit appel au soutien des masses de son pays dont elle garda le contrôle.

En Pologne, depuis plusieurs mois, la poussée des masses et de l'intelligencia révolutionnaire s'amplifie. La volonté d'être libre s'est tournée contre la direction polonaise à cause de sa soumission au Kremlin. La presse polonaise, depuis des semaines, est à peine restreinte par la censure.

On y écrit que la source des maux du stalinisme réside dans la lutte de Staline contre les oppositions bolcheviques.

Le procès de Poznan, plus que celui de quelques hommes plus ou moins reconnus coupables de délits ou de crimes de droit commun, fut le procès du régime auquel le stalinisme a soumis la Pologne. Les avocats ont parlé avec courage. Les juges n'ont pas osé frapper trop fort.

A Belgrade il n'y a pas eu de changement de direction. A Varsovie, c'est en fait déjà une direction partiellement nouvelle qui prend la direction du pays, portée à celle-ci par le mouvement des masses.

« MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ».

A la veille de la session du Comité Central, les étudiants sont appelés par une pancarte dans la cour de l'Université à se rallier au « mouvement révolutionnaire » contre ceux qui veulent freiner la démocratisation et étouffer la liberté naissante.

Partout il y a des réunions dans les usines et on peut être certain que, pour la première fois, il ne s'agit pas de résolutions votées dans l'indifférence ou de manière rituelle.

C'est précisément cette poussée des masses qui a fait échouer la manœuvre d'intimidation de Krouchtchev flanqué de 15 généraux et qui a encouragé les dirigeants polonais à résister aux hommes du Kremlin. Et Gomulka est amené à s'exprimer avec une vigueur inaccoutumée :

« Jamais la classe ouvrière ne renoncera à la grève en tant qu'arme de combat... Les Polonais ont commencé à protester contre le mensonge. La vague des critiques déferle sur les usines où l'on demande fort justement des explications sur les erreurs passées.

« Que faut-il donc faire, camarades, pour remédier à la situation? L'avenir dépend de l'attitude de la classe ouvrière, et celle-ci dépend de la politique du parti. Les émeutes de Poznan indiquent ce que nous devons faire. Là, les travailleurs ont dit tout à coup : cela suffit! Nous ne pouvons continuer ainsi, il faut revenir aux réalités de la vie. »

Ainsi, non seulement il n'est plus question de « provocateurs impérialistes », mais **Gomulka reconnaît comme légitime le droit des ouvriers à la grève et même à l'émeute.** Car il sait que c'est cette grève, ce sont ces émeutes qui ont imposé le changement de gouvernement.

Il a raison de dire que c'est un commencement dans la protestation contre le mensonge. Elle se poursuivra à Varsovie, y compris demain contre Gomulka, s'il reprend les méthodes anciennes auxquelles il fut jadis associé, s'il s'arrête à mi-chemin, et elle se poursuivra dans tout le monde où sévissait le mensonge stalinien.

LA « DESTALINISATION » EN HONGRIE.

En Hongrie les événements prennent aussi une ampleur et une accélération croissantes.

Les Farkas père et fils sont en prison. Ils auront à répondre de leurs méthodes policières. Mais en même temps le principal responsable, Rakosi, est mis en cause. Il y a trois mois on expliqua sa démission par des « raisons de santé ». A présent, le rédacteur en chef du journal syndical **Nepszava**, Zoltan Horvath, récemment réhabilité, déclare que Rakosi a été limogé « à cause de sa complicité dans tous les actes pour lesquels Farkas et d'autres anciens dirigeants des forces de la sécurité comparaitront devant les tribunaux ».

Rakosi n'a pas d'excuses, ajoute le journaliste, dans le fait qu'il milite depuis 50 ans et qu'il a fait 17 ans de prison. Il en profite cependant et se trouve actuellement en U.R.S.S., mais, dit Horvath, le peuple hongrois n'a pas envie de le revoir.

DES DIVERGENCES A REGLER PAR UNE DISCUSSION.

Après des tergiversations, le Comité Central a réintégré Imre Nagy dans le parti.

La correspondance échangée présente un intérêt du fait que Nagy ne capitule pas, mais qu'il est question de positions politiques divergentes, opposées, et que celles-ci doivent être tranchées par des discussions.

En Hongrie ce n'est pas encore l'établissement de la démocratie complète dans le parti, il n'est pas question de soumettre les divergences au jugement de tout le parti. Mais quelles que puissent être les intentions des bureaucrates de limiter les choses, les masses sont en mouvement, elles ne se laisseront plus dépouiller de leurs droits.

LES AVEUX.

Il est maintenant reconnu en Hongrie que les aveux de Rajk étaient faux, extorqués. Il en fut déjà ainsi pour certains procès en U.R.S.S. par Krouchtchev lui-même dans son rapport.

Quelles différences avec les aveux des procès de Moscou où furent jugé Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rakowsky, I. N. Smirnov, et tant de vieux bolcheviks? Aucune différence. Il faut imposer la révision de tous ces vieux bolcheviks qui ont « avoué », de ceux qui ne furent pas jugés publiquement parce qu'ils n'avaient pas voulu « avouer », et de Trotsky qui dénonça implacablement les crimes réactionnaires de Staline.

ANTISOVJETISME ET ANTICOMMUNISME.

Le secrétariat du P.C.F., c'est-à-dire Thorez, regrette que le bureau de presse hongrois à Paris a publié une déclaration alimentant l'antisoviétisme et l'anticommunisme de la presse bourgeoise.

Qu'a donc publié le bureau de presse hongrois? Une déclaration du poète Tristan Tzara, retour de Hongrie, qui fait savoir qu'il ne peut dire dans la presse de son parti, le P.C.F., ce qu'il y a vu.

Quand « L'Humanité » publiait des pages entières de calomnies contre Rajk, Tito, Gomulka, etc... (sans parler des vieux bolcheviks), c'était pour Thorez du prosoviétisme et du communisme. Mais qu'un membre du parti veuille dire ce qu'il a vu en Hongrie et fait savoir à la presse hongroise qu'il n'en a pas la possibilité, c'est alimenter l'anticommunisme.

Comme les Bourbons, Thorez n'a rien appris ni rien oublié. Il est le plus figé dans la vieille école stalinienne. Il a misé sur la victoire des plus durs. Après ce qui vient de se passer à Varsovie, après l'échec des quatre voyageurs, le temps de la direction de Thorez est compté.

soviétiques

... système des fermes collectives... En Yougoslavie il n'y a pas de fermes collectives... Les stations de tracteurs travaillent les champs moyennant rétribution, ou bien il y a des coopératives libres, formées de volontaires effectivement et non pour la forme. »

10) « Nous voulons avoir la possibilité de voyager à l'étranger librement et à bon marché... Seuls des gens « officiellement autorisés » peuvent se rendre en groupe à l'étranger... Nous voudrions savoir par nous-mêmes ce qu'est la vie à l'étranger. »

L'auteur des articles ajoute que l'opinion des jeunes est que satisfaction de leurs revendications pourrait être obtenue par pression populaire et transformation graduelle.

Ces pensées recueillies par un visiteur qui, par plusieurs remarques contenues dans ses articles, apparaît être un libéral bourgeois, sont symptomatiques des aspirations, de tendances politiques naissantes au sein de la société soviétique, dans des couches de la population qui n'ont jamais connu autre chose que le régime stalinien. Mais, malgré tous les crimes commis par Staline, il y a encore en U.R.S.S. des hommes qui ont le souvenir de la période révolutionnaire glorieuse de 1917 à 1923. Il ne peut pas ne pas se produire plus ou moins rapidement une conjonction de cette tradition révolutionnaire de démocratie ouvrière avec les aspirations des jeunes générations, portant la pensée politique en U.R.S.S. à un niveau extrêmement élevé.

- Le parti communiste polonais a réhabilité Gomulka.
- Le parti communiste hongrois a réhabilité Nagy.

QU'ATTEND LE P.C.F. POUR REHABILITER ANDRE MARTY?

Le document que chacun doit connaître
publié dans un numéro spécial

de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

Le rapport Khrouchtchev

- Notre commentaire: Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.
- Le rapport Khrouchtchev.
- Le testament de Lénine.
- Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.
- Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro: 150 fr. — Les 5: 600 fr.

C.C.P. Frank, 12648-46 Paris

64, rue de Richelieu

En vente dans les kiosques, librairies et au siège.

Vendredi 9 novembre, à 20 h. 30, Maison de la Mutualité, Salle M, 24, rue Saint-Victor, Métro: Maubert.

Orateurs: Jacques PRIVAS, Pierre FRANK:

La révolution politique en Pologne et dans les Démocraties Populaires

Au 39^e anniversaire de
la Révolution
d'Octobre 1917

Jusqu'au 6 novembre, les Etats-Unis sont engagés dans la campagne pour l'élection du président de la République. Cette campagne se mène avec un grand tintamarre publicitaire; dans la citadelle du capitalisme, l'opération se pratique à la façon de la vente d'un produit quelconque.

Mais tout ce bruit pour faire acheter du « Ike » ou du « Stevenson » ne comporte guère de problèmes politiques. Jusqu'à ce jour les divergences n'apparaissent pas. Aussi, bien que tous ceux qui suivent la campagne s'attendent à une augmentation de voix démocrates, il ne semble pas que la réélection d'Eisenhower soit menacée. Il faut, bien entendu, se rappeler que tous ces sondages, gallups, etc... sont aléatoires.

Une question paraît cependant devoir devenir plus importante à mesure que la campagne approche de son point culminant, c'est celle du maintien ou de l'arrêt des expériences d'engins thermo-nucléaires. Mentionnée plus ou moins incidemment par Stevenson, cette question paraît avoir touché une opinion publique jusqu'alors peu intéressée par la débauche de publicité qui s'abattait sur elle.

Le gouvernement américain a cru de bonne guerre d'inviter les Etats ouvriers à envoyer des représentants pour voir comment fonctionnait le système électoral aux Etats-Unis. Ces messieurs du State Department voudraient prouver la supériorité de la démocratie de leur pays, en face du système de la liste unique plébiscitée. Les travailleurs des Etats ouvriers ont commencé à balayer chez eux, et ils mèneront l'affaire à fond sans aller demander des conseils à F. Dulles.

Quant à la démocratie des Etats-Unis, outre le régime des Etats du Sud où les Noirs sont pratiquement dépourvus de leurs droits civils, un exemple nouveau dans l'Etat de New-York en donne bien la mesure. Cette année, comme ce fut le cas dans chaque élection depuis 1948, le Socialist Workers Party — suivant d'ailleurs en cela la tradition du mouvement socialiste depuis plus de 60 ans — a fait acte de candidature dans cet Etat, en déposant, conformément à la loi, les milliers de signatures nécessaires à cet effet recueillies dans la population de l'Etat de New-York. La même chose avait été faite par le Socialist Labor Party.

Le secrétaire de cet Etat, de Sapio, qui dirige la célèbre machine de corruption du parti démocrate qu'est Tammany Hall, a usé de prétextes formels et mensongers pour refuser les candidatures en question. Les deux partis en question ont la possibilité d'en appeler à des tribunaux, mais, en attendant la décision d'un tribunal qui n'est pas pressé, ils se trouvent privés du droit d'avoir des candidats.

Dans la démocratie américaine, on est pas pour des listes uniques, mais on est pour les listes uniquement bourgeoises.

LETRE des TRAVAILLEURS VIETNAMIENS en FRANCE au GOUVERNEMENT HO-CHI-MINH

Le VI^e Congrès annuel de l'Association des travailleurs vietnamiens en France s'est tenu à Paris les 6 et 7 octobre 1956.

Après avoir pris connaissance des mesures de démocratisation réalisées dans plusieurs pays des Démocraties Populaires et de la réhabilitation des militants et leaders ouvriers injustement calomniés, emprisonnés, voire exécutés, s'adresse au Gouvernement de la République Démocratique du Viet-Nam et à son Président Hô-Chi-Minh, afin de leur demander de fournir tous les éclaircissements sur les conditions dans lesquelles Ta-Thu-Thâu, Phan-Van-Hùm, Trân-Van-Trach, leaders révolutionnaires trotskystes, Hoàng-Dôn-Vân, dirigeant syndicaliste, ancien ministre du Travail du Gouvernement Hô-Chi-Minh et de nombreux autres militants révolutionnaires ont été exécutés sans jugement dans les années 1945-46-47-48 et 49.

A l'exemple de ce qui a été décidé en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, etc... la mémoire de ces militants doit être réhabilitée.

Une pseudo politique de Front Unique

I. — LA SITUATION DANS LE P.C.F.

Les réunions de cellule dans le P.C.F. sont plus squelettiques que jamais. La campagne de pétitions lancée par le Mouvement de la Paix ne rencontre pas d'échos chez les militants qui, cependant quelques années en arrière, employaient le principal de leur activité à monter les étages pour faire du porte à porte. Les travailleurs hésitent à se lancer dans les grèves tournantes ou élastiques parce qu'ils veulent agir tous ensemble et avec coordination, alors que toutes les consignes de la C.G.T. inspirées par le P.C.F. vont en sens contraire. Enfin et surtout il n'y a pas grand monde pour croire à la tactique actuelle du Front Unique. Jeannette Vermeersch dans « France Nouvelle » doit supplier les militants d'utiliser « l'adresse aux socialistes ».

Etienne Fajon, à la dernière session du Comité Central convient que des désaccords avec l'aspect principal de la ligne du Parti se sont manifestés dans la plupart des Fédérations.

Cela ne doit pas nous étonner. En effet, la politique du P.C.F. ne « rend » pas. Depuis les dernières élections le Front Unique n'a pas progressé sensiblement et le gouvernement à direction socialiste dirige les affaires du pays selon les vœux de la grande bourgeoisie. La réaction dont parle Etienne Fajon dans son rapport au Comité Central est saine, même si elle s'accompagne d'un réflexe regrettable de sectarisme qui fait confondre aux militants l'ensemble du P.S. et de ses électeurs avec Guy Mollet-Lacoste. L'équipe dirigeante du P.C.F. n'a qu'à s'en prendre qu'à elle-même car c'est sa politique opportuniste qui est à l'origine du nouveau sectarisme de la base.

II. — LA POLITIQUE PASSEE ET PRESENTE DU P.C.F.

Nous voudrions profiter de la session du Comité Central du P.C.F. pour une nouvelle fois définir ce que devrait être une véritable politique de Front Unique.

Reportons-nous quelques années en arrière. Nous disions qu'il fallait faire des propositions à tous les échelons du P.S. et engager une grande campagne sur ce thème. Puisqu'on ne s'adressait pas à leur Parti, les militants S.F.I.O., en effet, considéraient qu'ils étaient en présence d'une entreprise de débauchage. Cette tactique sectaire fut un fiasco. Par la suite, à partir de 1955, le Comité Central du P.C.F. s'adressa à plusieurs reprises au C. D. du P. S. Alors vous devriez être contents, pourrait-on nous dire, puisque Thorez-Duclos adoptent une tactique que vous aviez préconisée pendant des années. La tactique actuelle n'est pas celle que nous avons préconisée et que nous préconisons. Il faut, certes, faire des propositions au P.S. Mais quelles propositions faut-il faire? Des propositions qui puissent avoir l'agrément des militants socialistes et des travailleurs sur toutes les questions intéressant leur sort. L'ensemble des propositions doit, par conséquent, constituer un programme précis de classe (fin de la guerre d'Algérie conformément aux aspirations révolutionnaires des masses algériennes; 40 heures; augmentation générale des salaires; premières mesures anticapitalistes) susceptible de mobi-

ITALIE

Le groupe « Action Communiste » qui en janvier 1955, à l'occasion d'une Conférence Nationale du P.C. Italien, avait manifesté son désaccord avec la politique de la direction au moyen d'une lettre-programme, vient de décider la publication d'un journal bi-mensuel et le début d'un travail d'organisation qu'il n'avait pas entrepris jusqu'à ce jour.

Les « Groupes Communistes Révolutionnaires », section italienne de la IV^e Internationale, félicitent ces camarades pour leur initiative et disent entre autre:

« Sur les problèmes qui concernent la situation italienne, la politique du P.C.I., et les luttes syndicales, les positions des camarades d'Action Communiste sont assez proches des nôtres et il n'existe pas de divergences réelles. »

Mais ils regrettent que ces mêmes camarades ne prennent pas plus clairement position sur la nature de l'U.R.S.S., la déstalinisation, et la dégénérescence bureaucratique stalinienne.

Enfin, ils assurent les dirigeants d'Action Communiste de leur solidarité contre les calomnies dont ils sont l'objet de la part de la direction du P.C. Italien.

liser la classe ouvrière sans la pression de laquelle les dirigeants socialistes peuvent tenir devant l'opposition à l'intérieur de leur Parti. Or, ce n'est pas du tout ce que font Thorez-Duclos. L'adresse aux socialistes ne contient pas de programme. C'est Jeannette Vermeersch elle-même qui l'a dit: « Il ne s'agit pas non plus de soumettre un programme, il s'agit de soumettre à leurs réflexions quelques questions » (p. 322, « Cahiers », numéro spécial). Si le P.C.F. avait rendu public un programme de classe pour l'action commune contre la bourgeoisie, les travailleurs n'hésiteraient pas à se lancer dans l'action et l'opposition dans le P.S., se trouverait renforcée.

La politique actuelle du P.C.F. est pratiquement le soutien, malgré des critiques qui ne coûtent pas cher à Guy Mollet qui fait la politique du grand capital. Cette politique aboutit à l'inaction: Conférence sur Suez alors que le Parti Travailleuse parvient à organiser des manifestations dans les rues à Londres. Absence de coordination dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Fragmentation des luttes pour l'augmentation des salaires et des traitements. Tout cela afin de ne pas gêner le gouvernement. Mais entend-on parfois objecter: qu'advient-il si il tombe? Si il tombe sous la pression des masses ouvrières, il ne pourra être remplacé par un gouvernement plus réactionnaire. Juin 1936 n'a pas couvert la voie à Raynaud. Au contraire, la politique du gouvernement Mollet-Lacoste, contre laquelle le P.C.F. ne mène pas une action effective, démobilise la classe ouvrière et les réactionnaires peuvent penser que le moment sera bientôt venu de se débarrasser de Mollet et de passer à l'offensive contre les travailleurs.

Une véritable politique de Front Unique se compose par conséquent de plusieurs éléments: Reconnaissance de l'existence du P.S. dont les membres sont disciplinés, c'est-à-dire prêts à lutter contre la direction de leur Parti, mais seulement à l'intérieur de leur Parti. Proposition d'un programme de classe acceptable et précis pour mobiliser les travailleurs et permettre au courant unitaire dans la S.F.I.O. de se développer. Or, à aucune période le P.C.F. n'a adopté une telle politique d'ensemble, une politique adaptée aux conditions révolutionnaires du moment. Car ces différents éléments forment un tout. Ils ne sont pas séparables.

III. — LE SENS DE LA POLITIQUE DU P.C.F.

Au reste, la politique opportuniste actuelle et l'ancienne politique sectaire ne constituent pas deux politiques différentes, mais deux aspects d'une seule et même politique. Pourquoi, pendant la période sectaire, le P.C.F. a-t-il négligé d'élaborer une plateforme de politique extérieure qui aurait été soutenue par une éventuelle opposition dans le P.S. (gouvernement indépendant des pactes militaires)? Pourquoi, pendant cette période, a-t-il négligé de faire des propositions à la direction du P.S.? Parce que l'objectif de cette politique de Front Unique était la collaboration avec une aile de la bourgeoisie anti Cédiste baptisée forces nationales et démocratiques qui comprenait des R.P.F. Une véritable politique de Front Unique aurait indisposé ces « bons Français ». On organisait alors des manifestations « patriotiques » dures mais sans lendemain. Le cours opportuniste actuel n'a pas d'autre objectif: collaboration avec une aile de la bourgeoisie. Et on pense que le trait d'union pourrait être les chefs socialistes. Les mettre en difficulté dans leur Parti ce serait aller au delà de ce que désire le P.C.F., malgré toutes phrases ronflantes du XIV^e Congrès sur la marche au socialisme. Cette pratique a été théorisée au XX^e Congrès. Cela s'appelle les voies parlementaires du socialisme.

Le présent opportunisme se combine avec le régime intérieur bureaucratique du P.C.F. Les deux choses sont liées. Le stalinisme se survit dans la personnalité de Thorez. Le stalinisme (ou le post-stalinisme) qui signifie mépris des masses et manœuvres bureaucratiques, s'exprime tantôt par le sectarisme, tantôt par l'opportunisme et par l'absence de démocratie intérieure qui entretient dans les rangs socialistes la basse démagogie du « Populaire ».

Les dirigeants du P.C.F. parlent de changement nécessaire de politique, de possibilités jamais égalées de socialisme. Ils devraient, pour mettre leur Parti à la hauteur des événements, changer de politique et au lieu de s'évertuer à étouffer l'opposition naissante dans l'organisation, tenir compte des aspirations des travailleurs.

R. Merlin.

Un débat sur la réunification syndicale

Le débat sur l'unité, ouvert dans le journal « Le Peuple » depuis le 15 juillet, n'a pas beaucoup de résonances dans la classe ouvrière, bien moins encore que le XXX^e Congrès de la C.G.T.

La diffusion de ce journal adressé principalement aux secrétaires permanents de syndicats, son rythme de parution bi-mensuel, mais aussi la volonté de ne pas traiter du problème de l'unité devant les masses, sont pour beaucoup dans l'indifférence des militants de base sur cette question... et aussi les idées exprimées.

Un échange de lettres entre syndicats de la banque, F.O. et C.G.T., est à l'origine de ce débat. Dans ce milieu d'employés où les deux syndicats, C.G.T. et F.O., ont chacun une base de masses, le thème de la réunification est très sensible. F.O. et C.G.T. ne peuvent pas, dans ces conditions, éluder complètement le problème.

Tissier, secrétaire F.O., reconnaît les bienfaits de l'unité syndicale mais veut une réunification dans la netteté et sans équivoque. Il n'admet pas « un syndicalisme à la remorque d'un parti au service de la diplomatie d'un état étranger », la subordination de la C.G.T. au P.C.F. étant démontrée par leur défense commune de la théorie de la paupérisation.

Pompey, secrétaire C.G.T., ne veut « considérer que ce qui unit et écarter ce qui sépare ». Il lui oppose que dans une organisation réunifiée, chacun pourrait, dans les assises régulières, exprimer son point de vue, défendre ses positions, accéder aux postes de direction devant représenter tous les courants d'idées. L'exemple de cette conception d'organisation étant fourni... par le XXX^e Congrès de la C.G.T. où la minorité s'est inclinée, mais Le Brun quand même élu secrétaire de la C.G.T.

La lettre de Bouclans (« Peuple », 1^{er} août) pose le problème sur un autre plan. Voici ce qu'il dit, en substance : « Les règles de la démocratie syndicale énumérées par Pompey sont suffisantes pour les revendications de base mais pas en ce qui concerne

d'autres problèmes (productivité, paix en Algérie, Pacte atlantique, etc...).

Dans ces domaines, l'application de la discipline syndicale peut être cause de la rupture de l'unité organique. Comment ne pas brimer la minorité, et ne pas paralyser l'action syndicale? Est-ce par la règle de l'unanimité ou autre? empêchant que les points de divergence ne deviennent des motifs de séparation ».

C'est à ce moment que Le Brun intervient (« Le Peuple » du 1^{er} octobre) sur le même plan, car Le Brun n'a jamais supposé que la scission avait une autre origine que ces questions.

Pour Lebrun, la « guerre froide » est cause de la scission. La « détente » doit la faire disparaître. Ainsi les rapports diplomatiques entre Etats définissent si oui ou non « on fait l'unité ».

Les intérêts de la classe ouvrière? Quelle question!

La productivité, l'Europe, voilà des problèmes empoisonnés par la guerre froide. Aujourd'hui on peut trouver un accord. Au fond les divergences ne sont pas tellement importantes. Ainsi peut-être que nous-mêmes, à la C.G.T., on a un peu confondu « Productivité » et « intensification du travail ». « L'industriel qui utilise des machines vétustes n'en est pas moins, sinon plus intéressé à l'intensification du travail »... La mise en œuvre matérielle des progrès techniques sur ces investissements productifs dont la réalisation NOUS POSE d'importantes questions d'emploi, de rémunération, etc. Et lorsque Lebrun déclare : « N'y a-t-il pas possibilité de larges accords pour affronter ces questions du point de vue des travailleurs, tout en maintenant ou durcissant même l'opposition syndicale à l'intensification du travail » à qui s'adresse-t-il? N'est-ce pas à Mendès-France? Ou encore lorsqu'il traite de l'Europe : « ...développement des échanges Est-Ouest et du commerce multilatéral intra-européen et pousser dans la voie d'une coopération s'exerçant notamment au bénéfice des pays

sous-développés de l'Europe Méridionale, de l'Afrique et du Proche-Orient... »

Que voilà des préoccupations ouvrières!!! Aux travailleurs qui aspirent au socialisme la voie de la « coexistence » que leur trace Lebrun, ne serait-elle pas une voie de garage?

La démocratie intérieure que Lebrun préconise ensuite en soutenant les propositions de Rouzard exprimées et approuvées lors du Congrès de l'U.G.F.F. (représentation des tendances) paraît bien formelle.

L'intervention de B. Frachon à la 8^e session du Conseil général de la F.S.M., reproduite dans « Le Peuple » du 15 octobre est peu originale. Il propose purement et simplement d'en revenir à la formule F.S.M. 1945. « Ne commençons donc pas à embrouiller le problème de l'unité en mettant au premier plan les questions de détail dont l'expérience même de la constitution de la F.S.M. en 1945 montre que des entretiens francs et loyaux aboutissent à leur solution lorsqu'on est d'accord sur l'essentiel. »

Pas trop de « théorie »!

N'embrouillons rien. S'adressant à Casasola (de la C.I.S.L. et du Comité exécutif du Labour party) : « Ne croyez-vous pas que des hommes comme vous (et je suis sûr qu'il en existe de nombreux à la C.I.S.L.) pourraient se rencontrer avec des militants de chez nous, pourraient s'asseoir autour d'une table et causer... » On retrouve bien là l'inspiration de celui qui lors du XXX^e Congrès restait sur le « terrain solide » des revendications immédiates.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème de l'unité syndicale. Le débat commence seulement. Quels seront ses développements?

Nous essaierons ici de voir quelles répercussions sur les luttes du mouvement ouvrier la nouvelle orientation « unitaire » aura. A l'expérience, justement, si l'on en juge à la politique de la C.G.T. et du P.C.F. en France, elle intervient, plus dans le sens de la paralysie en procédant à un alignement sur les positions réformistes.

DUPARC.
(A suivre.)

Les fonctionnaires passeront-ils à l'action ?

Les négociations entre les différentes fédérations de fonctionnaires et le gouvernement se poursuivent depuis près de deux semaines.

Celui-ci a râclé ses fonds de tiroir pour trouver quelques milliards qui n'apporteront encore rien aux petites catégories, si ce n'est qu'une aumône de 1.000 francs comme d'habitude : l'indice de base serait de 170.000 fr. hiérarchisé au 1^{er} janvier 1957, l'échéance de 180.000 fr. prévue pour juillet 1957 serait avancée de deux mois.

Malgré la résolution de la C.E. de F.O. qui réclamait un front commun des organisations syndicales, le bureau confédéral de Force Ouvrière ayant dénoncé toute possibilité d'action avec la C.G.T., aucune volonté de trouver une plate-forme de revendications communes n'a été recherché dès le début.

Chaque organisation de fonctionnaires entendait défendre ses revendications particulières et a été reçu séparément par le gouvernement. Pour F.O., à laquelle s'était jointe la C.F.T.C., le salaire de base réclamé était de 200.000 fr. La C.G.T. et les autonomes réclamaient respectivement 7.000 et 10.000 francs à la base.

La C.G.T. a fait peu de choses pour populariser les 7.000 francs pour tous. Il y a eu très peu de tracts de distribués pour expliquer ce mot d'ordre et impulser l'action à la base, les seuls tracts lancés dès le début de l'action avaient pour objectif de faire du 19 octobre, date de l'anniversaire du statut, une journée d'action. Encore un couplet d'anniversaire à Thorez pour le statut des fonctionnaires, Thorez dont l'autorité se trouve tous les jours sapée, même chez les fonctionnaires communistes.

Dans l'ensemble il y eu très peu d'action à la base menée dans l'unité. Les organisations syndicales piétinent depuis une semaine.

La C.F.T.C. a essayé de lancer un appel aux autres organisations syndicales pour une plate-

forme de revendications communes. La Fédération de l'Education Nationale a refusé le contact avec la C.F.T.C., sous le prétexte de la laïcité.

La C.G.T. maintenant se déclare prête à accepter la plate-forme des 200.000 fr. présentée par F.O. La C.E. de F.O. doit se réunir au début de la semaine (le 23) ; c'est d'elle que dépendra l'action dans les jours à venir. Sans doute un accord sera-t-il trouvé avec les différentes organisations syndicales de fonctionnaires pour faire pression sur le gouvernement qui tâchera alors de mieux râcler ses fonds de tiroirs pour éviter à tout prix une grève chez les fonctionnaires.

D'une brûlante actualité :

Le Tome 1 de

« ECRITS »

de Léon TROTSKY

(1928-1940)

Un recueil d'une trentaine d'articles sur l'économie soviétique, la situation internationale, la question du désarmement.

Des études plus actuelles que jamais.

Le volume : 1.000 francs

« La Vérité des Travailleurs » paraît le 2^e et le 4^e vendredi du mois.
Prochain numéro le 9 novembre

CHEZ RENAULT

ABSENCE

de programme revendicatif

Parmi les quelques débrayages qui ont eu lieu à la Régie depuis la rentrée des vacances, celui des fonderies est symptomatique. La grève localisée finissait par bloquer la production des autres ateliers. Devant la menace du lock-out, ces ouvriers ont repris le travail.

De quoi s'agissait-il?

Aux fonderies, comme dans tous les départements de l'usine, car la politique patronale est une, s'instaure le salaire par poste. Autant de postes, autant de salaires. Le chef de département des fonderies considère qu'il existe un certain nombre de postes trop payés (les points « fous » comme on les appelle). Après étude, dont tous les ouvriers et les syndicats ignorent les éléments, un poste donné est estimé 200 francs au lieu de 250 fr. l'heure par exemple. Il est impossible de diminuer un salaire sans répercussions graves pour le climat social. Qu'à cela ne tienne, la Direction instaure une prime compensatrice de 50 francs, ce qui fait la même paye. Mais dès que l'ouvrier est minuté il perd cette prime et l'ouvrier qui le remplace a le salaire du poste, c'est-à-dire 50 francs de moins.

Fructueuse opération pour le patron et l'on voit toutes les conséquences que cela peut entraîner pour les ouvriers. En même temps dans deux ateliers différents, pour un même travail, pour une même catégorie le salaire du poste est différent. La Direction prétendra que dans un atelier les ouvriers sont plus rapides, les plus lents n'auront qu'à accélérer la cadence pour espérer avoir le même salaire que les copains de l'atelier d'à côté.

L'émulation en quelque sorte.

C'est contre ce régime que les ouvriers des fonderies veulent lutter. Mais c'est le même régime que

(Suite en dernière page.)

(Suite de la première page)

Vive la révolution polonaise

(Suite de la première page)

grèves en Tchécoslovaquie. La première bataille gagnée par les masses polonaises, le retour pitieux à Moscou de Krouchtchev, Molotov, Kaganovitch, Mikoïan et de leurs généraux, vont stimuler les masses de tous les Etats ouvriers et approfondir la crise dans la direction soviétique.

Ce n'est qu'une étape que la révolution politique vient de franchir à Varsovie. Le retour de Gomulka ne règle pas encore les vrais problèmes, ils se trouvent seulement posés dans des conditions plus favorables pour les masses. Il ne s'agit pas de remplacer une direction bureaucratique par une autre direction bureaucratique plus souple; c'est une véritable politique révolutionnaire et une direction révolutionnaire qui pousseront la lutte jusqu'à ses conséquences les plus audacieuses, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, une politique qui liera la construction de la société nouvelle à la victoire de la révolution mondiale.

Les événements prennent leur forme la plus spectaculaire dans les Etats ouvriers. Mais le mouvement communiste dans les pays capitalistes en est aussi profondément affecté. Là aussi, les militants de base, les courants révolutionnaires naissants, cherchent à créer une nouvelle direction.

Quiconque pense tant soit peu ne peut cependant manquer de remarquer le contraste frappant entre ce bouillonnement qui travaille le monde communiste et la rigidité, le bureaucratisme, l'inertie de la direction du P.C.F. Thorez se vantait d'être en France le meilleur stalinien; il le fut en effet, ayant suivi son maître dans tous ses tournants, applaudi à tous ses crimes, imité ses méthodes de calomnies et de violence. Sans même être parvenu au pouvoir, il se conduisait en véritable membre du « groupe de Natolin ». Depuis la mort de son maître, il lui est resté fidèle, misant avant tout sur une victoire des « durs » en U.R.S.S., de ceux qui là-bas tentent de maintenir la dictature bureaucratique sur le pays, sans changement profond des méthodes. Thorez, menant une lutte désespérée pour conserver son contrôle sur le parti, a pu chanter victoire au Congrès du Havre, mais ce fut là son chant du cygne. Les militants du P.C.F. sentent chaque jour davantage l'impuissance de cette direction, rabâchant les mêmes phrases, paralysant le parti au moment où les masses sont de plus en plus mécontentes. La direction Thorez ne s'isole pas seulement chaque jour plus des militants communistes, elle s'isole également des nouvelles équipes qui apparaissent dans les autres P.C.

En face de la révolution polonaise en marche, « L'Humanité » ne sait que triturer les faits, cacher la vérité. Mais la puissante machine montée par Staline ne peut plus tenir et la direction Thorez n'en est qu'un morceau.

Les militants communistes en France seront solidaires des travailleurs polonais et des travailleurs de tous les Etats ouvriers en lutte pour leur droit à la gestion de l'Etat et de l'économie. Ils le manifesteront en luttant pour écarter la direction usée et déshonorée des Thorez-Vermeersch-Duclos et pour construire une direction révolutionnaire. Ils mèneront cette lutte avec l'appui des membres de la IV^e Internationale, car c'est la même lutte que nous menons, la lutte pour un parti révolutionnaire inspiré des principes du bolchevisme, la lutte pour la révolution prolétarienne, la lutte pour le communisme mondial.

De l'aventure algérienne, le gouvernement Mollet est passé à l'aventure égyptienne et au débarquement à Chypre. Il s'est plongé maintenant dans une nouvelle aventure nord-africaine. C'est une voie pleine d'embûches internationales, source d'un superbe isolement.

Cette nouvelle aventure suscitera-t-elle enfin une réaction salutaire autant qu'énergique dans les rangs des organisations ouvrières? On peut penser, sans trop s'avancer, que la crise à l'intérieur de la S.F.I.O. va rejaillir brutalement. La provocation Lacoste-Mollet étale trop crûment la volonté de poursuivre la guerre. On a déjà remarqué qu'aucun député socialiste n'est intervenu dans le récent débat parlementaire.

L'opposition socialiste doit être stimulée par une cation de classe effective contre la guerre d'Algérie pour la solidarité avec les masses nord-africaines. A défaut d'une telle action, comment ces masses ne confondraient-elles pas la classe ouvrière française avec Noske-Lacoste? Il est bien que Jeannette Vermeersch ait prit la défense de l'aspirant Maillot assassiné par les gendarmes. La réponse qu'il est un Algérien est loin d'être satisfaisante, toutefois.

Les marins de la mer Noire et André Marty, n'étaient pas des Russes! En Algérie, nous nous trouvons en présence d'une révolution que l'impérialisme veut noyer dans le sang. La sale guerre est une guerre contre-révolutionnaire de la pire espèce.

La seule manière de prêter main-forte à la révolution algérienne c'est de pratiquer en France même une politique révolutionnaire imposée par toute la situation et qui répond aux désirs de larges masses travailleuses qui veulent que ça change. Il n'y a pas de lutte anti-impérialiste en dehors de l'action de classe contre la bourgeoisie et son Etat. Se refusant obstinément à mener une telle action, le P.C.F. a renoncé en fait à la lutte anti-impérialiste qu'il remplace par la solution d'un aménagement « démocratique » et « libérale » du colonialisme dit bonne Union Française.

Face au coup de force de Lacoste-Mollet, une telle politique apparaît plus nuisible que jamais. Elle tourne le dos à la solidarité élémentaire dont le prolétariat français est redevable aux peuples nord-africains. Elle accentue l'immense préjudice à la cause du socialisme en Afrique du Nord engendré par le zèle colonialiste des leaders de la S.F.I.O. Elle laisse le gouvernement libre de multiplier les coups de force et de poursuivre la politique la plus réactionnaire aux dépens des travailleurs.

La grève générale des travailleurs marocains et tunisiens ne doit pas rester sans résonance en France. Nul n'arrêtera l'élan belliciste et les aventures du gouvernement Mollet si le prolétariat ne lui signifie pas par des actes sa volonté d'y mettre fin. Le plus affligeant, ce n'est pas les exploits de ces ministres socialistes, traîtres au socialisme, qui se sont travestis en bourreaux, c'est qu'un mouvement ouvrier puissant qui compte un million de membres et s'appuie sur la volonté de neuf millions d'électeurs ne fait pas sentir sa présence, est absent de la scène politique à un moment aussi crucial.

Quelques faibles débrayages ont eu lieu contre le coup de force du gouvernement. Ce mouvement doit s'intensifier, doit s'étendre aux grandes entreprises. La C.G.T. doit prendre l'initiative d'organiser une puissante riposte des travailleurs, un mouvement imposant, généralisé de toute la classe ouvrière. Qu'attend le P.C.F. pour provoquer un grand rassemblement au Vél d'Hiv?

Des meetings de protestation doivent être organisés à travers le pays. Des manifestations monstres doivent rassembler la masse des travailleurs, doivent crier: halte à la provocation et à la guerre colonialiste! Solidarité avec les peuples algériens et nord-africains!

Chez Renault

(Suite de la page 7)

subissent tous les ouvriers de tous les ateliers. Là encore aucune plate-forme n'est mise en avant pour tous les ouvriers

La lutte par départements a ses propres limites..

« L'inclusion de la prime de compensation et la garantie du salaire ».

« A travail égal, salaire égal ».

Mais qui a chiffré ce que devrait être le salaire garanti?

Son montant? Personne..

La plate-forme revendicative, tout le monde la cherche. Aucun syndicat ne l'a chiffrée.

Qu'est-ce que la particularisation vient faire lorsqu'il s'agit de l'introduction de nouvelles méthodes de production, automatisation comprise, avec toutes leurs conséquences sur les conditions de vie ouvrière?

Là encore, des conférences ouvrières sur ce sujet, la détermination d'une politique syndicale, seraient les bienvenues.

MESSAGE DE LA IV^e INTERNATIONALE
AU P.C. POLONAIS

Le Comité Exécutif International de la IV^e Internationale vient d'envoyer au Comité Central du Parti Ouvrier Unifié de Pologne, le télégramme suivant:

IV^e Internationale salue action intrépide travailleurs polonais ouvrant voie véritable démocratie socialiste. Elle demande légalisation tous courants politiques prolétariens et leur littérature, par conséquent également mouvement et littérature IV^e Internationale.

Retour à Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg!
Vive la Pologne Socialiste!
Vive la Démocratie Socialiste!
Vive l'alliance dans l'égalité de tous les Etats ouvriers!

Vive l'Internationale de tous les Travailleurs!

Le 22-10-56.

Pour le Comité Exécutif de la IV^e Internationale.
José Maria Crispim (Brésil) - Pierre Frank (France) - Leslie Gunawardene (Ceylan) - Livio Maitan (Italie) - Hugo Moscoso (Bolivie).

LE NUMERO DE SEPTEMBRE
de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

AU SOMMAIRE:

Editorial:

La crise de Suez, nouvelle épreuve de force entre l'impérialisme et la révolution.

E. Germain

La révolte de Poznan, nouvelle étape de la montée révolutionnaire dans le glacis soviétique.

M. Pablo

Depuis le rapport Khrouchtchev sur Staline...

Livio Maitan

Débats sur la « déstalinisation » dans le mouvement ouvrier italien.

Jean-Paul Martin

Les effets de la « déstalinisation » en Chine. Au 16^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Autobiographie. Petrograd 1919.